Corrigé : L'épargne des ménages français

Références au programme STMG Economie :

THÈMES	NOTIONS	CONTEXTE ET FINALITES
III. Comment les ménages décident-ils d'affecter leur revenu ? (10%)		Le revenu des ménages se partage entre consommation et épargne en fonction d'un certain nombre de critères dont le principal est le revenu. L'évolution du mode de consommation se traduit par une modification de la part des différents biens et services dans le budget des ménages. Cette évolution peut être contrainte (part de l'énergie) ou révélatrice d'un progrès (dépenses d'éducation ou de santé par exemple).
III.1. L'arbitrage entre consommation et épargne	- Les déterminants de la consommation et de l'épargne.	Le revenu disponible se répartit entre consommation et épargne. Cette répartition illustre la résolution du problème économique du ménage, à savoir la recherche de la plus grande satisfaction, par une consommation immédiate ou
III.2. L'évolution du	- Le pouvoir d'achat.	différée. Les choix de consommation et d'épargne sont déterminés par des critères économiques, sociaux et culturels. Il convient également de mettre en évidence les effets, dans le
mode de consommation	budgétaires. - La structure de la	temps, de l'évolution du pouvoir d'achat sur la structure de consommation des ménages mesurée par les variations des coefficients budgétaires.
	consommation.	Coefficients budgetailes.

IV.2. Financement direct et financement indirect	 Le financement direct et le marché financier. Les titres financiers. Le financement indirect et les banques 	On distingue deux principaux circuits de financement : Le financement direct où les agents à besoins et à capacités de financement se rencontrent directement sur les marchés de capitaux où ils s'échangent des titres financiers (actions et obligations). Si ces titres sont initialement émis sur le marché primaire, ils sont ensuite échangés sur le marché secondaire (bourse des valeurs); Le financement indirect où des institutions financières servent d'intermédiaire entre les agents à besoins et à capacitée de financement i ces parte à ce de titre.

Attendus

La note de synthèse vise à évaluer les capacités du candidat à présenter de façon synthétique et problématisée les informations proposées par le corpus documentaire.

Les sujets abordés sont relatifs aux aspects financiers et monétaires du programme d'économie de la filière STMG.

Structure

- •Une introduction présentant une définition des termes du sujet et une problématique.
- •Une note structurée autour d'un plan en deux voire trois parties répondant à la problématique.
- •Une conclusion avec un récapitulatif très succinct des éléments abordés.

Critères d'évaluation

- •Qualité de l'expression écrite : lisibilité de l'écriture, orthographe, grammaire, syntaxe.
- Articulation logique des propos : éviter les redondances, aborder tous les aspects du sujet.
- •Capacité à synthétiser : la paraphrase n'est pas autorisée et la note ne doit pas apparaître comme une succession de résumés des annexes. Toutefois une référence aux documents est attendue sous forme de parenthèse, par exemple.
- •Maîtrise du vocabulaire, des mécanismes et concepts économiques.

Indications de correction

La proposition de corrigé qui suit apporte des éléments de réponse mais ne constitue pas un attendu définitif.

Définition des termes du sujet : Les ménages utilisent leur revenu disponible pour consommer et épargner (A1). L'épargne constitue la part du revenu non consommée. Problématique proposée : Quels sont les enjeux de l'épargne des ménages français sur l'économie français ?

I. Un taux d'épargne élevé de l'ordre de 16%

A. Une épargne forte dans des placements peu risqués

En France, le taux d'épargne des ménages reste élevé, il oscille entre 14% et 16% depuis 2007 (A2 et A4). Seule l'Allemagne présente un taux d'épargne plus élevé. Et 87% des Français épargnent, ce qui représente le taux le plus élevé d'Europe. (A10)

Alors qu'ils déclarent vouloir investir dans des projets de proximité (A14), l'épargne non financière, orientée vers l'immobilier, reste prépondérante dans le choix des Français (9%- A4) alors que l'épargne financière (5,5%- A4) correspond aux placements sur le livret A, l'assurance-vie, les valeurs mobilières (A6).

On observe ainsi dans l'annexe 7 que peu de ménages possèdent des valeurs mobilières (16,2% d'entre eux) tandis qu'une très grande majorité possède un livret d'épargne de type livret A (85,6%).

B. Les raisons de ces placements faiblement rémunérateurs

L'épargne abondante des Français s'oriente principalement vers des placements peu risqués (A5) et peu rémunérateurs car, les Français ont une « vraie aversion au risque » (A6).

Cette épargne de précaution (A8), véritable révélateur du manque de confiance des Français dans l'avenir est conservée sur les comptes courant (A5 et A12). Elle est destinée à financer la retraite ou encore aider les enfants et petits-enfants (A8)

En annexe 11, on constate ainsi que, comparé aux autres pays de la zone euro, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, les Français ont une nette préférence pour l'épargne non risquée (127% du PIB).

II. Des conséquences négatives sur l'économie française

Les Français ont conscience que « leur épargne n'est pas mise au service « de l'économie. (A14).

A. Au niveau de la consommation

Cette forte propension à épargner pénalise ainsi la consommation française, qui est « atone » et par voie de conséquence la croissance économique (A3).

B. Au niveau du financement des entreprises

En faisant le choix d'une épargne de précaution, les Français investissent très peu dans les entreprises de sorte que seulement 33% d'entre eux investissent sur les marchés financiers. (A10)

Les entreprises doivent alors se tourner vers l'endettement (A11). Ainsi, les startups, principales sources d'innovation et de croissance économique ont des difficultés à se financer, ce qui nuit fortement à la croissance économique et au dynamisme de l'économie française (A13).

Conclusion

La forte épargne de prudence, véritable révélateur du manque de confiance des Français dans l'avenir pénalise doublement l'économie:

- par le manque de consommation immédiate
- et par le manque d'investissement dans les entreprises.